

2J DU LUNDI 27 AVRIL AU JEUDI 30 AVRIL 2026 DE 9H À 16H

DIRECTION DES DEPLACEMENTS
ET DES AMÉNAGEMENTS URBAINS
Date d'effet : 27/04/2026
CT / ER

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A 2026/548

Travaux de réfection de fondation et de revêtement de chaussée - Interdiction temporaire de circulation rue Henri de Régner et modification des règles de circulation rue Saint-Médéric

LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° D 2026.03.4 du 20 mars 2026 du Conseil municipal concernant les délégations de compétences du Conseil municipal au Maire, prévues à l'article L.2122-22 du code susvisé,

Vu l'arrêté n° A 2026/458 du 20 mars 2026 donnant « délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles – mandature 2026 »,

Vu le code de la route,

Vu le règlement général de la circulation sur la voie publique à Versailles,

Considérant la demande formulée par l'entreprise **LCTP** – BP 60144 - 537 rue Hélène Boucher 78531 Buc Cedex en vue d'effectuer des travaux de réfection de fondation et de revêtement de chaussée,

Considérant qu'il convient de prendre des mesures restrictives en matière de circulation afin de permettre la réalisation de ces travaux,

ARRÊTE

Article 1: **La circulation** des véhicules de toute nature **est interdite, 2 jours, de 9h à 16h, entre le lundi 27 avril 2026 et le jeudi 30 avril 2026 :**

Rue Henri de Régner.

Article 2: **Mise à double sens de circulation, pour riverains, 2 jours, de 9h à 16h, entre le lundi 27 avril 2026 et le jeudi 30 avril 2026 :**

Rue Saint-Médéric, dans sa partie comprise entre les rues Borgnis-Desbordes et Henri de Régner.

Article 3: Une signalisation temporaire sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux au moins 48 heures avant leur démarrage. Elle devra être conforme aux dispositions en vigueur édictées par les Arrêtés Interministériels relatifs à la signalisation routière. L'entreprise sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché sur les lieux.

Article 4: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5: M. le Directeur Général des services de la Ville et M. le commissaire général, chef de la circonscription d'agglomération de Versailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À l'Hôtel de Ville, le 31 mars 2026